



Atlantico (site web)

mercredi 14 janvier 2026 - 09:44:02 1462 mots

Entrisme islamiste dans les universités : le grand déni

Entre financements étrangers massifs, complaisance idéologique et peur du conflit, les universités occidentales seraient devenues, selon plusieurs

services de renseignement, des terrains privilégiés d'influence pour l'islamisme politique. Florence Bergeaud-Blackler analyse le rôle du Qatar, des réseaux liés aux Frères musulmans et les ressorts intellectuels du déni universitaire, en France comme en Europe, face à une stratégie d'entrisme progressive mais structurée.

Atlantico : Les Émirats arabes unis ont décidé de restreindre les financements pour les bourses destinées à leurs étudiants souhaitant intégrer des universités au Royaume-Uni, invoquant un risque élevé de radicalisation lié à l'influence des Frères musulmans sur les campus. Des données publiques montrent que le Qatar est l'un des principaux financeurs étrangers d'universités occidentales, notamment aux États-Unis, mais aussi indirectement en Europe. Ces financements ont-ils une influence potentielle sur les orientations idéologiques, académiques ou institutionnelles des universités ?

Florence Bergeaud-Blackler : Les Émirats arabes unis entretiennent des relations conflictuelles avec le Qatar, en particulier parce que ce dernier soutient les Frères musulmans (FM), que les EAU considèrent comme une menace pour leur souveraineté. Ils savent que les Frères musulmans peuvent influencer leurs ressortissants, lesquels pourraient revenir avec des idées séditeuses. Les Émirats étudient et connaissent bien les Frères musulmans et savent qu'ils se déploient notamment sur les campus universitaires.

Pour comprendre cette opposition, il faut évoquer l'influence du Qatar sur les universités occidentales, ainsi que les liens que ce petit État gazier du Golfe entretient avec les Frères musulmans. Le Qatar a offert un refuge à des figures majeures du mouvement, notamment Youssef al-Qaradawi, qui, grâce à Al-Jazeera, est devenu le mufti global le plus influent au monde. Jusqu'à sa mort à Doha en 2022, ce guide spirituel du « mouvement islamique » a défendu de manière constante une stratégie de da'wa éducative visant la transformation graduelle des individus et des sociétés. Il conçoit l'éducation (tarbiya), comme une priorité centrale de la propagande vers les pays à islamiser.

Le Qatar a dépensé environ 6 milliards de dollars dans les universités américaines au cours de la dernière décennie, et l'on estime que plusieurs milliards supplémentaires n'auraient pas été déclarés. Au Royaume-Uni, la Qatar Foundation a déclaré l'University of Cambridge comme « institution collaborative », avec des dons et subventions déclarés dépassant 25 millions de livres sur une période d'environ dix ans. Cette capacité financière a permis au Qatar de créer, mais aussi de supprimer, des chaires universitaires, ainsi que de placer des enseignants qui s'engagent dans la voie de « l'islamisation de la connaissance ». Les études juives, syriaques et arméniennes ont été réduites au profit des études islamiques.

Le dirigeant koweïtien des Frères musulmans, Tareq Al-Suwaïdan, a également expliqué que son organisation envoie ses enfants à Harvard et dans d'autres universités prestigieuses d'Occident afin de déstabiliser les États-Unis de l'intérieur, en promouvant l'idéologie des Frères musulmans auprès des générations futures pour qu'elles accèdent aux plus hautes fonctions du pouvoir aux États-Unis.

En France, les sommes déclarées sont plus modestes. On sait que l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne a reçu du Qatar 1,8 million d'euros pour l'accueil d'étudiants réfugiés. Mais on ne sait pas tout car tout n'est pas transparent. À la différence de dispositifs transparents tels que la Section 117 aux États-Unis, il n'existe pas en France de base de données exhaustive et publique recensant les financements étrangers alloués aux universités. Il existe en France des centres comme le CAREP une structure influente bénéficiant de financements qataris. Il y a aussi la corruption individuelle contre de l'argent liquide...

Comment expliquer que les universités européennes soient devenues, selon certains services de renseignement, l'un des principaux foyers de radicalisation islamiste, alors même qu'elles se pensent comme un espace d'émancipation, de rationalité et de progrès ? Quels sont, selon vous, les schémas intellectuels, idéologiques et humains qui conduisent à une forme de complaisance - voire de déni - vis-à-vis de l'islamisme et des réseaux liés aux Frères musulmans dans les universités françaises ?

La complaisance (ou bien le déni) de l'islamisme que j'ai pu observer de près dans le monde académique s'explique par une lecture postcoloniale des dynamiques sociales, par une méfiance systématique envers l'État, accusé de verser dans le sécuritaire dès lors qu'il s'agit des musulmans, et par une tendance d'inspiration marxiste à occulter la dimension religieuse de l'islamisme - le religieux comme « opium du peuple » - pour n'en analyser la progression qu'à travers la grille de la domination et de la stigmatisation.

En conséquence, l'islamisme est requalifié en réaction identitaire, en mouvement de résistance (comme on l'a vu avec le Hamas) et toute dimension normative du religieux est purement et simplement niée.

Ceci crée un milieu protecteur pour l'islamisme qui peut ainsi influencer le reste de la société depuis un espace commode où tout peut être scandé, où la liberté de recherche permet de couvrir des propos clairement apologétiques de l'islamisme ou antisémites, les deux allant de pairs.

Plusieurs exemples bien documentés montrent que l'influence des Frères musulmans dans les universités françaises ne passe pas par une prise de contrôle formelle, mais par une présence progressive dans la vie intellectuelle et étudiante depuis les années 1980. C'est le cas des Étudiants musulmans de France (EMF), issus de l'UISEF fondée en 1989. Présents à Paris, Lyon, Lille, Strasbourg, Bordeaux ou encore Toulouse ils ont proposé des conférences, cercles de discussion et formations militantes. Ils ont également invité Tariq Ramadan (j'ai assisté à sa première conférence sur le campus de Bordeaux au début des années 1990) qui a ensuite connu le succès qu'on connaît, grâce à de multiples invitations des universités françaises et belges entre les années 1990 et 2010.

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) (interdit en France) est intervenu dans des facultés de droit et de sciences sociales sur les questions de discriminations et de libertés publiques, souvent en lien avec des enseignants-chercheurs. Alliance citoyenne de Grenoble illustre une influence plus indirecte à travers ses échanges avec des chercheurs et des laboratoires travaillant sur le militantisme. Des chercheurs comme Vincent Geisser, Abdellali Ajjat et Marwan Mohamed, auteurs d'ouvrages sur l'islamophobie ont également contribué à aider à la diffusion des thèses fréristes.

À ces dynamiques s'ajoute aujourd'hui la mobilisation récente autour de la cause palestinienne et surtout de la lutte contre le sionisme, particulièrement visible sur les campus depuis le 7 octobre, portée par des collectifs tels que les Comités Palestine, Students for Justice in Palestine, le Collectif Palestine Universités, l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), BDS France, les sections universitaires des Jeunes Insoumis etc.

Pourquoi ferme-t-on les yeux en France sur ce phénomène ? Les directeurs des universités, les académies, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et le gouvernement ont-ils une part de responsabilité ?

Le ministère de l'Enseignement supérieur se trouve tiraillé entre plusieurs exigences contradictoires. D'un côté, il doit protéger la liberté académique et l'autonomie des universités, qui sont des principes fondamentaux. De l'autre, il lui revient de faire respecter les valeurs républicaines et de prévenir les idéologies susceptibles de les contester. Mais à cela s'ajoute une troisième contrainte : la crainte de déclencher des polémiques politiques majeures et cette dernière semble aujourd'hui peser davantage. Les soutiens de l'islamisme parviennent à s'imposer et à réduire au silence leurs contradicteurs. Pour ma part, je ne peux pas enseigner à l'université, car la seule annonce de possibles manifestations conduit les autorités universitaires à ne pas valider les demandes d'amphi. Ces conduites devraient être sanctionnées par le Ministère, et les Présidents qui tolèrent ce désordre démis de leur fonction car la liberté académique n'est plus respectée. Mais le problème c'est que le gouvernement s'intéresse davantage aux formes violentes de radicalisation et les stratégies subversives lentes, intellectuelles et légales passent sous le radar. Le pas de vague est une catastrophe à long terme.

La gauche universitaire occidentale joue aujourd'hui le rôle de principale idiote utile de l'islamisme politique et face à l'influence des Frères musulmans. S'agit-il d'un aveuglement sincère, d'un calcul idéologique, ou d'un renoncement à défendre l'universalisme républicain ?

La complaisance d'une partie de la gauche universitaire à l'égard de l'islamisme et du frérisme relève d'un aveuglement idéologique nourri par la lecture postcoloniale des dynamiques sociales, lecture qui réduit l'islamisme à une réaction à la domination. A cela s'ajoute que la gauche renonce progressivement à défendre les principes universalistes au profit d'une approche différentialiste et identitaire qui favorise la coalition des minorités contre la majorité, ce qui n'est ni républicain ni

même démocratique. Tout cela crée un angle mort intellectuel au cœur de l'Université, qui permet à des projets idéologiques structurés comme le frérisme de prospérer à l'abri du débat contradictoire et en s'appuyant sur une jeunesse auquel on n'a pas eu le temps d'enseigner ni les savoirs ni l'art de la critique.

Florence Bergeaud-Blacker a publié "Le Frérisme et ses réseaux: l'enquête" ainsi que "Le Djihad par le marché: Comment l'islam radical s'empare du marché halal"

[Cet article est paru dans Atlantico \(site web\)](#)

© 2026 Atlantico

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260114-ATL-315948